

# COSMOPOLITAN

COSMOPOCHE OCTOBRE 2004

**1,80 €**  
PRIX  
MINI

**Sexe**  
**10 FANTASMES**  
**AU BANC D'ESSAI**

**Est-il**  
**amoureux ?**  
**COMMENT**  
**LE SAVOIR**

**Amours, amis, job, argent**  
**TROUVEZ VOTRE**  
**ÉQUILIBRE**

J'aime  
mes cheveux !  
**35 idées**  
pour en faire  
ce que je veux

**Mode !**  
**178**

**accessoires :**  
**relookez-vous**  
**du sac aux**  
**souliers**  
**+ 123 idées**  
**petits prix**

**Test**  
**CALCULEZ**  
**VOTRE**  
**SELF-ESTIME**

**Couple :**  
**Il veut**  
**s'engager**  
**Pas moi**

M 02471 - 371 - F. 1,80 €





Victoria Mejilla a été stérilisée à l'âge de 24 ans. Les infirmières ont menacé d'appeler la police si son mari refusait.



Antonia Calderon l'a compris trop tard : « Ils ont profité de nous en promettant de l'aide alimentaire, des soins gratuits. »

## Des Péruviennes stérilisées de force

# « JE N'AURAI PLUS JAMAIS D'ENFANT. »

PAUVRES, ILLETTRÉES, D'ORIGINE INDIENNE, ELLES ONT ÉTÉ MANIPULÉES ET OPÉRÉES DE GRÉ OU DE FORCE. AUJOURD'HUI, ELLES DOIVENT FAIRE FACE À CETTE TERRIBLE MUTILATION. Par Clotilde Warin. Photos Jérôme Tublana.

**O**n leur avait menti : « Les infirmières sont venues et nous ont dit que, en l'an 2000, ce serait la fin du monde. Des pluies de feu tomberaient sur la terre, brûleraient les récoltes, il n'y aurait plus d'eau ni de nourriture, les hommes se mangeraient entre eux, alors pourquoi continuer à avoir des enfants ? » C'est ainsi que, en 1996, Antonia Calderon, 33 ans, une paysanne de Chinchaypucyo, un village situé à une centaine de kilomètres de Cuzco, dans les Andes péruviennes, s'est laissé convaincre de se faire stériliser à l'hôpital, à l'âge de 25 ans. En 2000, la fin du monde n'avait pas lieu, mais le président

Fujimori s'enfuyait au Japon, et la démocratie revenait au Pérou. Depuis, on découvre l'ampleur des dégâts : entre 1996 et 2000, plus de 300 000 Péruviennes ont été stérilisées de force. Nombre d'entre elles n'avaient pas compris ce qui leur était proposé, voire imposé, ou ont simplement cédé à des promesses d'aide. « On m'avait promis des vivres, se souvient Antonia, de l'huile, du riz, des haricots. On m'avait dit qu'après l'opération tous les soins médicaux seraient gratuits. Mais on ne m'a jamais rien donné et, lorsque je suis allée au centre de santé, les examens étaient payants. »



**Hilaria Supa**, dirigeante paysanne de la région de Cuzco, se bat pour qu'on rende justice aux femmes stérilisées.



**Sabina Ulca**, 35 ans, est l'une des douze victimes réunies par Hilaria Supa qui ont osé porté plainte, en 2001.

### En première ligne, le personnel médical

Fausse promesse, discours abracadabrants, le personnel médical n'a pas ménagé sa peine pour convaincre les femmes de se faire opérer. En revanche, les explications médicales ont été succinctes. Les mots « ligature des trompes », l'opération pratiquée, étaient inconnus des Indiennes. « On m'a dit qu'on allait m'attacher quelque chose à l'intérieur pour que je ne puisse plus avoir d'enfants, mais que, lorsque je reviendrais, on ferait en sorte que je puisse de nouveau en avoir et que ce serait gratuit », assure Antonia. Mensonge : au cours de l'intervention, les trompes sont sectionnées, une opération quasi irréversible. Pourtant, la voix d'Antonia ne trahit aucun sentiment de haine ni désir de vengeance. Juste une infinie tristesse. « Je n'avais que 25 ans. Quand j'y repense, c'est comme un cauchemar. Ils ont emmené toutes les femmes du village. Nous étions vingt, les unes dans l'ambulance, les autres à l'arrière d'un camion, parquées comme des brebis. » Plus de deux heures de piste jusqu'à l'hôpital de la petite ville d'Anta. « Nous sommes restées toute une journée dans une salle glaciale. Quand les femmes sortaient de la salle d'opération, certaines se levaient, se tenaient au mur comme des somnambules. Elles se plaignaient, criaient comme des ivrognes, il y en avait qui vomissaient. »

### Stériles et mises au ban de la société

Depuis, Antonia dit ressentir « une sorte de blessure à l'intérieur », mais aussi des souffrances morales. « Avec mon mari, les rapports sont devenus difficiles. Parce que je suis stérile, il me traite de mule, me dit sans cesse que je ne peux plus me reproduire. » Antonia n'a que deux filles. Officiellement, les stérilisations n'auraient dû toucher que les mères de plus de cinq enfants...

Désormais, Antonia n'ose plus aller à la messe où le curé, catholique intégriste, pourfend dans ses prêches ces femmes impures qui ne peuvent plus enfanter, et les dit coupables de ces stérilisations forcées.

Stérilisée le même jour à 29 ans, Felicitas Chacon, a elle aussi déserté l'église. À 36 ans, cette mère de quatre filles doit faire face au regard des autres, des hommes mais aussi des femmes, plus jeunes ou plus vieilles, qui ont eu la chance d'échapper à la stérilisation. « Certaines disent que nous sommes malades, que nous avons le cancer, confie Felicitas. On ne nous voit plus comme des personnes saines. C'est très mal ce qui nous est arrivé, comment a-t-on pu nous faire ça ? » Indienne quechua, comme Antonia, elle s'estime victime du racisme du gouvernement : « Fujimori a agi ainsi pour qu'il n'y ait plus d'Indiens. Il ne voulait plus de nous car nous sommes trop pauvres. »



Jenny Garcia, ici avec ses amies de Belén, toutes stérilisées. L'homme avec qui elle vit depuis la mort de son mari voudrait des enfants. Felicitas Chacon avec ses enfants : « Fujimori ne voulait plus de nous car nous sommes pauvres, trop pauvres. »



Officiellement appelées « contraceptions chirurgicales volontaires », les stérilisations étaient considérées comme le seul moyen de limiter les naissances et, par-là même, de réduire la pauvreté. La campagne a touché en majorité les populations rurales, dans les Andes, en Amazonie, mais aussi celles venues s'installer dans les bidonvilles des banlieues de Lima. Or au Pérou, les paysans et les plus pauvres sont des Indiens de différents groupes ethniques, ou des métis à l'identité plus diffuse.

Chez les Indiens des Andes, le poids des croyances traditionnelles s'ajoute à la religion chrétienne. La fertilité de la Pachamama, la Terre-Mère, vénérée par les Quechuas, est intimement liée à celle des femmes. « Dans la culture andine, les hommes sont les semences et les femmes sont la terre, explique Hilaria Supa, une dirigeante paysanne de la région. Pour beaucoup, les femmes stérilisées sont une malédiction. » Souvent, elles se sentent incapables aux travaux des champs. « Dans ma famille, on me dit que je porte le mal en moi », explique Victoria Mejilla, paysanne quechua de Coocecabamba, non loin d'Anta. Mère de trois enfants, elle avait 24 ans lorsqu'une infirmière est venue lui parler des « monstres de feu qui allaient s'abattre sur le monde ». Cela n'ayant pas suffi, « les infirmières ont menacé d'appeler la police si mon mari ne les autorisait pas à m'opérer ». Il a cédé, elle est partie dans l'ambulance et revenue chez elle le soir même, à pied, seule et honteuse.

#### « Si vous parlez, on ne vous soigne plus »

« Il y a des femmes qui ont marché huit heures après l'opération pour rentrer chez elles, il y en a aussi qui se sont suicidées, affirme Hilaria Supa. Ils ont même opéré des femmes sans enfants ou avec un seul enfant. Qui fera justice ici ? » Hilaria se bat depuis plusieurs années aux côtés des victimes. Mais ce n'est pas toujours facile de les convaincre de parler : « Depuis que nous avons répondu aux questions d'Hilaria, raconte Juana Huaman, nous

nous sommes fait gronder par les infirmières de mon village, Mahuaypampa. Elles nous ont dit que, si on parlait de nouveau, elles ne nous soigneraient plus. »

Le personnel médical a profité de l'ignorance de paysannes, souvent analphabètes, et de leur docilité. Juana, mère de trois enfants, se souvient du discours des infirmières qui lui ont rendu visite en 1998. « Elles me disaient : "Pourquoi vous reproduisez-vous sans arrêt, comme des porcs, comme des cochons d'Inde ? Comment vas-tu faire pour les élever ?" Puis elles m'ont promis des médicaments et des soins gratuits à vie si je les suivais à l'hôpital, que ce serait juste une piqûre, et que, dans deux ans, je pourrais de nouveau avoir des enfants. Mais, quand je suis arrivée à l'hôpital, on m'a déshabillée, mise en robe de chambre. Je voulais m'échapper, mais les portes étaient fermées à clé. Je ne savais pas ce qui allait m'arriver. » Juana avait 25 ans. « Depuis, mon mari m'en veut, il me bat et me dit : "tu ferais mieux de mourir, tu me coûtes trop cher"... »

Le mari de Sabina Uilca, lui, refuse de la laisser sortir seule. Par peur d'être trompé, car les femmes stérilisées sont souvent considérées comme des Marie-couche-toi-là. C'est pourtant lui qui, il y a six ans, a accepté l'opération de sa femme. « Les infirmières lui ont offert un petit repas pour le convaincre, et il a dit oui. Moi, on m'a attachée à mon lit pour que je ne m'enfui pas et puis on m'a endormie. » Sabina a été stérilisée sans même comprendre ce qui lui arrivait, juste après avoir accouché de son quatrième enfant. Elle avait 29 ans. Aujourd'hui, cette paysanne d'Huayllaccocha est l'une des douze victimes réunies par Hilaria Supa qui ont osé porter plainte, en 2001. Cela n'a encore rien donné, mais Sabina ne perd pas espoir : « J'aimerais qu'on dise la vérité, que tout le monde sache le mal que le gouvernement nous a fait. Et je voudrais que cela n'arrive à aucune autre femme. »

Très puissante au Pérou, l'Église catholique utilise cette affaire pour lutter contre toute contraception, jusqu'aux préservatifs. Certaines organisations féministes, qui crai-



**Antonia** avoue que, depuis qu'elle a été stérilisée, elle n'ose plus aller communier. **Sabina** revient du marché d'Urubamba, où elle vend ses produits. **Hilaria** : des femmes qui se sont adressées à elle ont été menacées d'être privées de soins médicaux.

gnent d'apparaître aux côtés de l'Église, préfèrent se taire. D'autres, avec Hilaria Supa, refusent ce silence. « Nous ne sommes pas contre la contraception, explique la dirigeante. Le problème, dans cette affaire, ce n'est pas le planning familial, mais l'État qui a violé les droits des femmes. » Pour le gouvernement, « les enquêtes sont en cours », ainsi que l'affirme la procureure générale Nelly Calderon, qui admet n'avoir recueilli jusqu'ici que cinquante témoignages. Dans un pays grand comme trois fois la France, il reste encore des régions entières où les enquêteurs, prétextant un accès malaisé, ne se sont pas rendus. Pourtant, sur place, il n'est pas difficile de rencontrer des femmes stérilisées et des méthodes déjà connues. À Santa Cruz, un hameau situé sur les bords du fleuve Amazone, Gloria Rucoba n'a eu qu'une fois la visite de « gens de la ville », en 1996. « Ils sont passés dans chaque maison, se souvient-elle. Ils m'ont promis de l'argent, 50 soles (12 euros), et de l'aide alimentaire en échange de l'opération. » Gloria, 45 ans aujourd'hui, était mère de six enfants. La vente de bananes et de manioc au marché d'Iquitos suffit à peine à nourrir sa famille. Les promesses n'ont jamais été tenues.

### La contraception ? « Stériliser, c'est moins cher. »

Jenny Garcia, elle, a bien failli perdre la vie à la suite de l'opération. « J'ai eu un abcès, raconte-t-elle. On m'a gardée à l'hôpital pendant un mois et demi, mais ma plaie continuait à s'infecter. Je pleurais tous les jours. Mon mari, furieux contre moi, ne venait pas me voir. » C'était il y a huit ans, Jenny n'avait alors que 24 ans et deux enfants. Un soir, elle s'est enfuie de l'hôpital et a été soignée par un médecin du centre de santé de Belén. Elle habite toujours dans ce bidonville proche d'Iquitos, que ses habitants surnomment fièrement la « Venise de l'Amazone ». Ici, aux portes d'une grande ville, nombre de femmes ont l'habitude des moyens de contraception. L'un des plus courants,

une piqûre faite tous les trois mois, jadis délivrée gratuitement dans le cadre des programmes de planning familial. « Je suis allée au centre de santé pour demander une piqûre, se souvient Jenny. Les infirmières m'ont dit qu'à présent le seul moyen de contraception gratuit était la ligature des trompes. Je ne pouvais pas payer les piqûres. Les infirmières m'ont expliqué qu'après cette opération je pourrais à nouveau avoir des enfants, dans huit ou neuf ans. » Aujourd'hui, Jenny réalise qu'on lui a menti.

Georgina Garcia aussi aimerait avoir d'autres enfants. Elle en a eu quatre avant d'être stérilisée à l'âge de 27 ans, mais l'un, son seul fils, est mort il y a deux ans. Depuis, elle aimerait un autre garçon. « C'était en 1998, se souvient-elle, l'obstétricienne est venue me voir, elle trouvait que j'avais trop d'enfants, me disait que je n'allais pas avoir les moyens de les élever. J'ai accepté, mais aujourd'hui je regrette, je me sens coupable. » Dans sa rue de Ciudad Jardin, un petit village pauvre proche d'Iquitos, six femmes ont été stérilisées. Ici comme ailleurs, toutes n'ont pas été abusées, certaines ont accepté l'opération en connaissance de cause, mais elles évoquent l'insistance extrême du personnel médical. « Les infirmières entraient dans chaque maison, insistaient, faisaient des promesses, revenaient chez toi jusqu'à ce que tu cèdes, affirme Georgina. Le gouvernement les payait bien, eux, les infirmières et les médecins. Ils touchaient de l'argent pour chaque femme stérilisée. C'est pour ça qu'ils venaient nous chercher. » Elle a raison. Le programme de Fujimori prévoyait en effet des primes pour le personnel médical : 15 soles (3,50 euros) par stérilisation pour les infirmières chargées de convaincre les femmes, 20 soles (4,60 euros) pour les obstétriciennes, un peu plus pour les médecins. Chacun avait des quotas, et ceux qui ne les remplissaient pas pouvaient perdre leur emploi. Ingénieur devenu dictateur, amateur de statistiques, Alberto Fujimori veillait lui-même à la bonne marche du programme, se plaignant de résultats insuffisants. Au nom de la lutte contre la pauvreté. ●